

## Déclaration à l'Assemblée générale des syndicats de l'USD CGT Santé et Action Sociale du Vaucluse

Mardi 4 octobre 2005

Fred LAURENT

Chers Camarades,

Ce 4 octobre, au travers de la mobilisation de très nombreux salariés, du privé et du public marque à nouveau le paysage social de notre pays .

Les salariés veulent des négociations et des réponses du gouvernement et du patronat qui conduisent à des avancées .

De réelles avancées,

- sur les salaires, les pensions pour faire face à la flambée des prix, du pétrole, de la rentrée, des loyers et pour cela revendiquent l'ouverture de réelles négociations sur les salaires.
- sur l'emploi stable et qualifié, donc l'abandon des ordonnances De Villepin prises durant l'été de manière antidémocratique.
- Sur les garanties collectives, par le respect des accords conventionnels et du statut.
- Sur l'avenir des services publics, en stoppant l'ouverture du capital d'EDF/GDF, la braderie des autoroutes, les coups portés à la SNCF, les projets de privatisation de la SNCM, la fermeture de pans entiers de nos hôpitaux, et en stoppant de montrer du doigt les fonctionnaires pour mieux s'attaquer à leur statut.

Tous les salariés de nos secteurs, de la santé, comme de l'action sociale, du privé comme du public, qu'ils travaillent dans un hôpital, une clinique, une maison de retraite publique ou du secteur lucratif, dans un CAT, un Foyer, un IME, etc, tous sont confrontés à ce même quotidien qui rend la vie au travail et la vie personnelle plus difficile, et diminue l'offre qu'attendent légitimement nos usagers, patients, résidents, et leurs familles.

Si nous avons décidé lors de notre Commission Exécutive de rentrée des 13 et 14 septembre dernier, de nous retrouver ici cet après-midi, c'est avant tout pour réfléchir ensemble à comment poursuivre cette lutte, amorcée depuis bien longtemps, qui s'enracine fortement aujourd'hui et la participation nombreuse de salariés de nos secteurs dans la manif de ce matin, parfois unitairement, est là pour le démontrer à nouveau,

Poursuivre donc et impulser partout un nouvel élan qui sera nécessaire pour gagner.

Gagner sur toutes nos revendications, gagner sur la continuité et le renforcement de nos services publics, de nos associations.

Tout comme les mesures anti-sociales qu'a pris le gouvernement durant l'été celles qui gèrent aujourd'hui nos établissements, nos associations abaissent chaque jour les conditions des salariés, dégradent l'offre au public,

Réforme de l'assurance maladie, hôpital 2007, décentralisation sont venues dégrader une situation déjà trop difficile.

Nos établissements sont aujourd'hui mis en difficulté financière, le manque criant de personnels, correctement rémunérés, formés, ne permet plus de proposer des soins de qualité pour tous, et tout cela a de fortes répercussions sur les conditions de travail.

Les choix et orientations contenus dans les budgets de l'état et de la sécurité sociale pour l'année 2006, ne permettront pas d'améliorer cela.

La décentralisation est venue minorer les ressources de nos collectivités territoriales et intensifie l'érosion dont sont victimes les associations de notre département.

La crise que traverse notre secteur est aujourd'hui profonde ; les  $\frac{3}{4}$  des hôpitaux publics vont être dans l'impossibilité de boucler leurs budgets de fin d'année, la plupart des établissements du non lucratif sont en déficit,

Les conséquences sont devenues dramatiques : conditions de travail détestables (jours de repos, de RTT, de congés non pris, glissements de tâches de plus en plus fréquents), dégradation des conditions de prise en charge, suppression de personnels, développement de la précarité, pression sur les salaires, remise en cause d'acquis,

Et cela pour tous les personnels, soignants, techniques, ouvriers, administratifs, médecins, et cadres du sanitaire et du social.

Pour la CGT, pour ses syndicats, avec tous leurs syndiqués et avec le plus grand nombre de salariés tout cela ne peut continuer ainsi et nous refusons de baisser les bras .

Lors de nos échanges à la CE de rentrée, lors de nos rencontres avec des dizaines et des dizaines de salariés, lors de réunions, d'assemblée de syndiqués, lors de la préparation de cette journée et de celles qui suivront, beaucoup d'entre eux refusent ce quotidien, beaucoup, même si cela reste insuffisant, beaucoup ont fait le pas de nous rejoindre pour lutter, ainsi nous pouvons annoncer que nous sommes en passe d'atteindre les 1000 adhérents dans notre union départementale santé, action sociale.

Forts de tout cela nous devons poursuivre la bataille engagée avec le plus grand nombre d'acteurs. Avec les salariés, avec les usagers, dans l'unité la plus grande.

Nous devons tout mettre en action pour imposer d'autres choix au gouvernement, le choix de l'humain avant celui du portefeuille.

C'est en cela que nous nous inscrivons dès à présent dans la préparation et la réussite du prochain grand rendez-vous revendicatif fixé au 20 octobre.

Ce jour là , comme nous l'avons décidé lors de notre congrès fédéral en juin dernier, la Fédération CGT santé action sociale appelle à une grande journée d'action avec manifestation nationale à paris.

Ce jour là, manifestons notre exigence d'ouverture de véritables négociations sur les budgets, l'emploi, la formation, les salaires, les conditions de travail.

Ce 20 octobre, pesons sur les discussions au Parlement de la loi de financement de la sécurité sociale et exigeons des budgets permettant au service public d'assumer réellement ses missions sanitaires et d'action sociale afin de faire face aux besoins de la société.

En ce sens, nous devons également nous inscrire tous pleinement dans la préparation et le succès des assises des services publics que notre Union Départementale CGT du Vaucluse, rejointe nous l'espérons par d'autres organisations syndicales , veut tenir au printemps 2006.

Nous avons toute notre place à y prendre pour porter haut et fort ce que revendiquent au quotidien les salariés de nos secteurs.

Nous pensons qu'une telle initiative peut déboucher sur la réelle prise de conscience de tous les salariés, nécessaire à la participation du plus grand nombre dans nos actions et favorisant le rapport de force indispensable pour l'aboutissement de nos revendications à tous.

Au travers de telles initiatives construisons ensemble des propositions concrètes répondant aux exigences des salariés, aux besoins et aux aspirations de tous les citoyens et usagers de nos services publics.

C'est dans cet esprit de construction d'alternatives, de réponses aux besoins de tous, de prise en compte de chaque individu dans notre société,...

C'est aussi parce que trop de salariés, que nous côtoyons au quotidien sont en souffrance dans leur travail et dans leur vie , ...

Mais c'est aussi parce que nous pensons qu'ensemble nous pouvons gagner,...

Que nous avons, dans notre USD, décidé de tenir deux grandes assises départementales fin du 1<sup>er</sup> semestre 2006. Une sur la prise en charge des personnes âgées dans notre département , la deuxième sur le secteur social en vaucluse.

Ces deux rendez-vous restent à construire et nous souhaitons y associer le plus grand nombre de salariés, de syndicats, d'usagers...

Ils doivent nous aider à avancer un certain nombre de propositions et j'espère déjà que le débat que nous aurons cet après midi permettra déjà d'avancer sur cette voie.

Déjà quelques pistes et réflexions :

Allongement de la durée de vie, adaptation de nos structures d'hébergement et de soins, maladie d'Alzheimer, canicule, ruralité, hospitalisation et aide à domicile,...

Les données ont été modifiées, le paysage a changé et l'offre de soins n'a pas évolué et s'est parfois même dégradée.

Ne devrions nous pas repenser tout cela, créer des alternatives à l'hospitalisation, re-penser le nombre de lits en l'adaptant aux besoins, tant en quantité qu'en spécificités (Alzheimer, dépendance, troubles du comportement, ...)

Précarité, chômage des jeunes, et chômage de longue durée, bas salaires, temps partiel imposé, toutes ces violences sociales ne génèrent elles pas des troubles au sein de la société, au cœur des individus et dans leur famille.

A tout cela viennent s'ajouter la pénurie de places en psychiatrie, en établissements spécialisés. De nombreux besoins en matière d'offres, en matière de réponses sociales et médico-sociales ne sont plus assurés.

Comment mieux répondre à ces attentes, à ces évolutions parfois incontournables (vieillir, être malade,...) ou parfois induites par la société, les gouvernants, le patronat.

Quelles propositions concrètes devons nous élaborer pour répondre au mieux à tout cela.

Tout d'abord

- Concernant les besoins en personnels, formés, motivés, épanouis dans leur travail,
  - Développer l'attractivité (salaires, carrières, conditions de travail)
  - Développer la formation, ouvrir des places dans les instituts et les écoles
  - Re-penser et re-définir les métiers, les fonctions, les pratiques, en fonction des évolutions, des progrès, de la technologie,...

Comment travaille-on des propositions dans ce domaine ?

- L'Evolution de la société, le changement de mentalités, la prise en charge à domicile, l'augmentation de la durée de vie, ... tout cela modifie les besoins, « on veut vivre et vieillir plus longtemps chez soi »
- Sur le financement : les salariés ne peuvent être les seuls à payer, le coût de la prise en charge en maisons de retraite, en foyers, au domicile ne peut reposer sur les seules épaules des citoyens et de leur famille,

Les maux de la société créés par les politiques libérales et leur cortège de mesures anti-sociales, attaques multiples sur le droit du travail, pistage des chômeurs, économies sur la sécurité sociale qui entraînent des baisses de places et des pénuries budgétaires, la décentralisation et les nouvelles charges budgétaires qui incombent aux collectivités territoriales, conseils généraux, mairies, ne privent-elles pas nos associations, nos services sociaux et médico-sociaux, maisons de retraite d'une partie importante de leurs budgets.

On dit souvent, la santé n'a pas de prix mais elle a un coût,

Comment se donne t-on les moyens de financer notre système de santé et d'action sociale à la hauteur des besoins, de tous les besoins.

A l'heure où s'engage le débat sur le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale), et où le gouvernement vient d'annoncer les axes de son budget de l'état 2006, comment y prend t-on une place

La CGT demande l'ouverture d'une table ronde sur le financement de la sécurité sociale. Les derniers rapports confirment que le déficit est lié à un manque de recettes, comment porte t-on le débat pour de nouveaux financements assis sur une augmentation des cotisations patronales au travers d'une réforme du mode de calcul de ces cotisations.

Chers Camarades, poursuivons en cette période d'anniversaire des 60 ans de la sécurité sociale, continuons comme l'ont fait nos prédécesseurs, lors de cette conquête forgée au rythme des luttes et des rapports de force.

Continuons et mettons tout en œuvre pour avancer dans ces chantiers de construction d'alternatives, d'autres choix sont possibles, d'autres horizons peuvent apparaître, construisons les ensemble.